

INTERGLOBAL

TUNISIE ET RÉVOLUTION

La lutte continue

David Wagner

Il y a un peu plus d'un an, le 17 décembre 2011, un jeune vendeur de légumes ambulant tunisien, Mohamed Bouazizi, s'immola à Sidi Bouzid. Malgré lui, le jeune homme donna le coup de départ des révolutions arabes. Mais la transition démocratique tunisienne n'est pas totalement achevée. Pour en discuter, le woxx a participé à une rencontre avec des journalistes en Tunisie.

Tiens ? Viennent-ils de Kabul ? La question est légitime, car ces hommes aux barbes hirsutes et ces femmes recouvertes de la tête aux pieds détonnent dans le hall de l'aéroport de Carthage en Tunisie. D'abord parce que ce genre d'accoutrement, s'il est traditionnel dans certaines parties de l'Afghanistan, n'a rien à voir avec les habitudes vestimentaires méditerranéennes du Maghreb en général et de la Tunisie en particulier. Ensuite parce que ce « déguisement », comme l'appellent certains Tunisiens, leur aurait valu une sévère réprimande sous le régime dictatorial de Ben Ali.

Mais soit. Ce genre de manifestation est le prix à payer pour vivre dans un pays libéré de la chape de plomb que constituait la férocité de ce régime soutenu par les puissances occidentales, la France en tête. Car si l'apparition de ces accoutrements somme toute encore minoritaires est loin de réjouir tout le monde, une disparition fait par contre chaud au cœur : celle de l'omniprésence iconographique du président déchu, Zine el-Abidine Ben Ali. Désormais, tout est à réinventer dans ce petit pays prometteur, qui, avec ses dix millions d'habitants, en compte autant que la Belgique (Flandre incluse).

Et c'est dans ce sens qu'une délégation de quatre journalistes du Luxembourg (dont l'auteur) a été

conviée par le European Centre of Journalism (ECJ) à prendre part à deux journées de rencontre et de discussion avec des journalistes et travailleurs des médias tunisiens. Sujet : les questions déontologiques et les défis que rencontre la (re)construction d'une presse libre. Le chantier est non seulement énorme, car la klepto-dictature benaliste avait muselé la presse à tel point que cela ferait presque passer l'ère Bourguiba (1957-1987) pour une période libérale.

Le printemps arabe se décline de plusieurs manières. En Egypte, la chute de Moubarak a épargné le véritable pilier du régime que constitue le complexe militaro-économique qui pourrait dorénavant bien se partager le pouvoir avec les Frères Musulmans. En Libye la révolution a été « accompagnée » par une intervention étrangère douteuse pour faire place à un nouveau régime qui cherche encore sa légitimité populaire. La Tunisie par contre a réussi à franchir une étape décisive de son processus démocratique et ce sans ingérence étrangère. Les élections ont eu lieu comme prévu et elles se sont déroulées de manière transparente, non sans la précieuse aide d'observateurs palestiniens rompus aux pratiques électorales, ce qui est une denrée rare dans le monde arabe.

Une première étape franchie

Evidemment, les résultats de l'élection de l'assemblée constituante en ont fait déchanter quelques-uns. En raflant près de 40 pour cent des voix, le parti islamiste Ennahda est arrivé largement en tête du scrutin, tandis que les 60 pour cent restants se sont principalement partagés entre le Congrès pour la République (CPR - gauche nationaliste arabe) de l'opposant historique Moncef Marzouki

(qui a été élu à la présidence de la République mercredi dernier), Ettakatol (social-démocrate), ainsi que la controversée « Pétition populaire pour la liberté, la justice et le développement » de l'homme d'affaires britannico-tunisien Hechmi Hamdi, autrefois allié de Ben Ali.

Ainsi, la Tunisie est entrée dans une phase nouvelle. Si, contrairement à l'Egypte, où la révolution n'est en fait pas vraiment achevée, la transition en Tunisie se fait plus calmement, elle n'est pas pour autant un long fleuve tranquille. Pour l'instant, Ennahda - qui, malgré son beau succès électoral ne dispose tout de même pas de la majorité absolue - accepte de partager le pouvoir avec Ettakatol et le CRP. Mais l'élection par la constituante de Marzouki à la tête de l'Etat n'est pas exempte de conflits. Et certaines de ses déclarations font grincer des dents les Tunisiens du camp progressistes. Ainsi, dans son premier discours de président, Marzouki a déclaré, à propos des femmes, que la Tunisie nouvelle protégera « les femmes qui portent le niqab, celles qui portent le hijab et les safirat ». Ce dernier terme signifie littéralement en arabe « celles dont le visage est découvert ». Toutefois, dans la pratique, la connotation de ce terme est plutôt péjorative, car elle sous-entend la notion de femme « impudique ».

Il faut dire que la Tunisie vogue en eaux troubles. Et elle fait face à trois grands défis d'envergure : consolider et renforcer les acquis de la révolution du 14 janvier, améliorer la condition sociale du peuple et garantir la liberté religieuse. Habib Bourguiba, fondateur de la Tunisie indépendante, moderniste mais autocrate, méprisait la religion (certains estiment même qu'il était complètement athée), dévoilait en public les jeunes femmes de ce qu'il appelait le « linceuil » et

encourageait le peuple - du moins les soldats - à boire en journée pendant la période du Ramadan - ce qui provoquait régulièrement l'ire du tyran marocain, le roi Hassan II, « commandeur des croyants ». Mais le poids de la religion dans la société tunisienne est resté non négligeable. Il s'est même développé sous Ben Ali, offrant un refuge contre un système politique dictatorial et corrompu jusque dans les moindres interstices de la société.

Et si la société tunisienne reste malgré tout relativement sécularisée, l'islam politique récolte désormais les fruits de sa résistance face au régime déchu. Ainsi, victoire d'Ennahda a fait pousser des ailes à d'autres groupements islamistes plus radicaux, dont les salafistes. Ces derniers n'ont évidemment pas le même poids politique que leurs congénères égyptiens. Mais ils n'ont pas attendu trop longtemps pour se faire entendre. Notamment lorsque la chaîne de télévision Nessma avait programmé le dessin animé « Persepolis », de la Franco-iranienne Marjane Satrapi. La polémique fit rapidement rage, les insultes à l'encontre de la chaîne fusèrent sur les réseaux sociaux et le tout culmina en une grande manifestation revendiquant la fermeture de ladite chaîne.

L'implantation islamiste aura-t-elle lieu ?

Les universités constituent également un terrain d'implantation favorisé par les groupes islamistes. Au début du mois de décembre, des centaines d'enseignants universitaires en sciences humaines ainsi que des étudiants ont manifesté devant le Bardo, le siège de l'Assemblée constituante à Tunis. Cette manifestation faisait écho à des tentatives de jeunes islamistes (salafistes ?) d'obliger des étudiantes

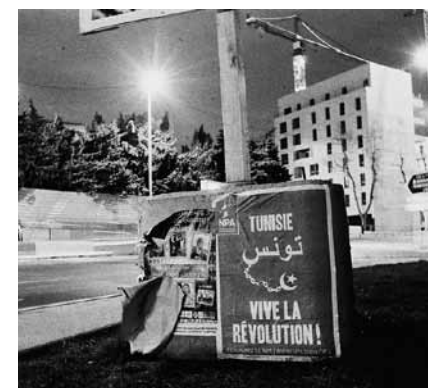


PHOTO : BIRDYPHAGE

INTERGLOBAL



PHOTO : BOURGUIBA : RADIO EXPRESS FM



PHOTO : BEN ALI : STEWART MORRIS

Sic transit gloria mundi... Le fondateur de la Tunisie indépendante, Habib Bourguiba et son successeur, Zine el-Abidine Ben Ali, avaient en commun le pouvoir autocratique. Mais si la « dictature éclairée » du premier a malgré tout contribué à faire progresser la Tunisie, le second a gouverné tel un vulgaire mafieux.

à porter le voile, de revendiquer des pauses pendant les cours des pauses pour effectuer la prière ainsi que la séparation des sexes. Deux semaines plus tard, Ennahda convoquait la presse afin de présenter la formation de sa section estudiantine, dénommée « Jeunesse estudiantine d'Ennahda ». Mais la conférence de presse fut si mouvementée que les journalistes décidèrent de quitter la salle. En effet, alors que le membre du bureau politique du parti en charge des questions de la jeunesse, Abdelkarim Harouni, présentait l'organisation comme étant modérée et « centriste », les jeunes militants de base ne cessaient d'invectiver, d'interrompre voire de menacer les journalistes qui souhaitaient poser des questions. Pour certains, cela évoquait le comportement similaire des jeunes du RCD (Rassemblement démocratique et constitutionnel) du président Ben Ali.

Le problème, c'est que pour un bon nombre de journalistes tunisiens, du moins celles et ceux que nous avons rencontrés lors de notre séjour, aussi bien Ennahda que les salafistes constituent en partie une énigme. De ces derniers, on ignore combien ils sont, comment ils sont organisés, comment ils se financent et quels sont leurs liens avec Ennahda. La chape de plomb benaliste qui non seulement dissimulait ce phénomène, mais interdisait également à tout journaliste de mener une enquête sérieuse se fait encore ressentir. Mais le problème est plus profond : il semble que les journalistes tunisiens craignent de trop vouloir s'approcher de ce courant, qui n'hésite pas à utiliser l'intimidation, voire la violence phy-

sique. « Regardez ce qu'ils ont fait à Charlie Hebdo », nous a répondu l'un d'entre eux.

La question des relations d'Ennahda et des salafistes est par ailleurs compliquée. Le parti islamique, qui tient à son image modérée, n'a en fait que peu de points communs idéologiques voire théologiques avec ces derniers. Mais il est lui-même, à l'instar de tous les partis, traversé par un certain nombre de courants, dont ceux se situant à la droite du parti pourraient entretenir des relations officieuses avec les barbus. Tout cela est encore très flou et relève de l'hypothèse, de rumeurs ou de suppositions plus ou moins fondées de certains journalistes.

Une chose est en tout cas claire : Ennahda se prépare depuis longtemps à gouverner la Tunisie. Et sa victoire éclatante n'est pas tombée du ciel, si l'on peut dire. Non seulement profitait-il de l'image d'un parti de gens intègres et de martyrs de la dictature - un peu à l'image du Parti communiste français, le « parti des 100.000 fusillés » sous l'occupation nazie - il était le seul à avoir réussi, malgré la répression, à s'implanter réellement dans la population. Mais une autre manne, encore moins divine, lui est venue en aide : un apport financier considérable, qui se chiffre en millions et qui proviendrait de l'émirat du Qatar. L'on retrouve bien là la stratégie de ce petit Etat pétrolier : acheter son influence politique au-delà de ses frontières à coups de pétrodollars (qui porte ses fruits également dans notre grand-duché).

Et les Etats-Unis dans tout ça ? « Si le Qatar est derrière, c'est que les Américains ne sont pas très

loins », pense Fatih Bchir, journaliste exilé depuis une quarantaine d'années en Europe et travaillant pour l'ECJ à Bruxelles. La duplicité nord-américaine n'étonne que les naïfs. D'ailleurs, le récemment nommé nouveau premier ministre, Hamadi Jebali, un des principaux dirigeants d'Ennahda qui a passé une quinzaine d'années dans les geôles de l'ancien régime, est connu et apprécié de Washington.

La presse convoitée

Mais le pouvoir nouvellement acquis d'Ennahda sera-t-il pérenne ? Survivra-t-il aux élections prévues pour l'année prochaine ? En effet, le parti religieux a raflé la mise auprès des couches sociales les plus défavorisées. Le vote Ennahda était bien plus un vote d'urgence sociale que de sentiments religieux. Durant la campagne électorale pour la constituante, ce parti s'est montré proche du peuple, allant jusqu'à distribuer nourriture ou appareils électro-ménagers à la population et à aider les plus modestes à régler leurs factures et à effectuer des travaux de réfection au niveau de la plomberie ou de l'électricité. Par contre, l'orientation économique d'Ennahda n'a rien de social. La charité islamique pratiquée par le parti n'exclut pas, loin s'en faut, une vision libérale de l'économie. L'on pourrait ainsi partir du principe qu'aux prochaines élections, les millions de Tunisiens qui ont voté pour lui lui tournent le dos face à une situation économique qui ne se serait pas améliorée. Mais voilà, certains journalistes se posent la question de savoir si les prochaines élections

auront lieu et si Ennahda n'aura pas profité de sa position de force pour s'installer petit à petit, mais définitivement, au pouvoir.

Certaines rumeurs ne sont en tout cas pas très rassurantes. Ainsi, l'on murmure à Tunis qu'Ennahda lancerait une OPA sur les principaux organes de presse. « La Presse » et « Le Temps » seraient dans le collimateur. La direction des organes de presse constitue un problème plus général. Si certains dirigeants de presse, qui assuraient au régime le soutien de leurs rédactions ont été remplacés, d'autres sont toujours en place. « Le 14 janvier, ils chantaient encore les louanges de Ben Ali. Le 15, au lendemain de son départ, ils étaient les plus grands révolutionnaires », déclare amèrement un jeune journaliste. Et comme un collabo reste un collabo dans l'âme, beaucoup n'hésiteraient pas à s'allier au nouveau pouvoir dominé par Ennahda pour rester en poste. D'ailleurs, ce système avait déjà fait ses preuves après l'indépendance : en fin tacticien et homme de pouvoir, Bourguiba avait décidé de ne pas évincer les dirigeants de presse qui avaient fait allégeance au pouvoir français. « Ils ont soutenu les Français et maintenant, ils vont me soutenir moi », avait-il coutume de dire.

La révolution tunisienne doit continuer. Deux luttes sont en train d'être menées de front. La lutte pour les droits sociaux et les augmentations de salaire est loin d'être gagnée. Déjà, le pouvoir intime aux Tunisiens ne se veut pas faire grève afin de stopper l'érosion de l'économie. Et appelle également aux « sacrifices » salariaux, notamment en voulant introduire des journées de carence.

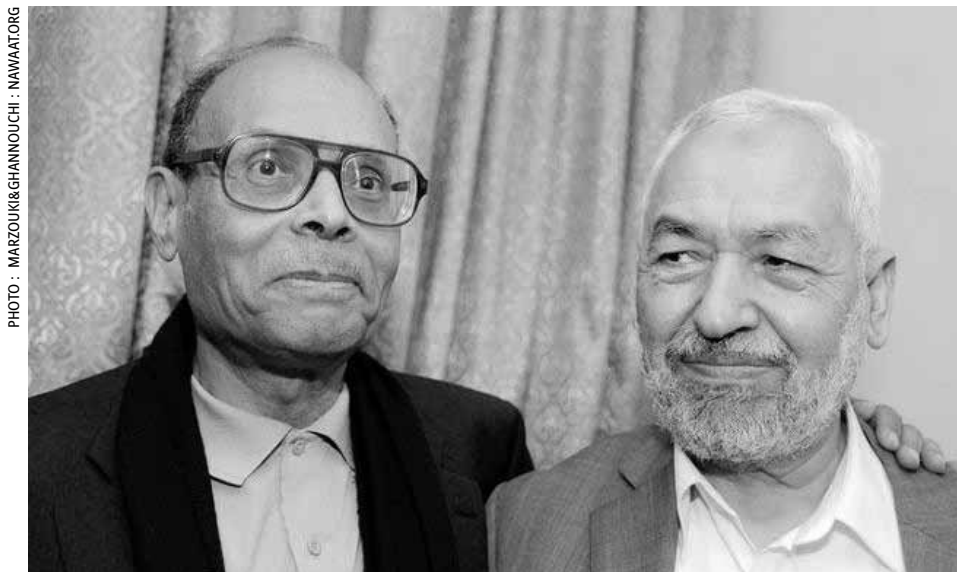


PHOTO : MARZOUKI & GHANNOUCHI : NAWAAT.ORG

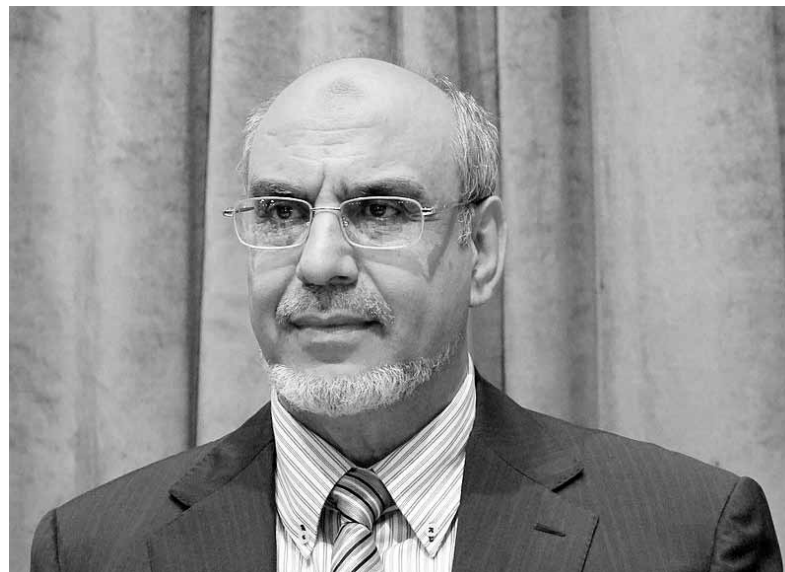


PHOTO : JEBALI : ENNAHDA

Les visages du nouveau pouvoir tunisien. Le président de la République Moncef Marzouki (à gauche) et son « allié », Rached Ghannouchi, secrétaire général d'Ennahda. L'homme fort du parti islamiste a laissé la place à son camarade de parti, Hamidi Jebali, pour diriger le gouvernement. Ce dernier, considéré comme étant modéré et apprécié des Américains, n'en arbore pas moins fièrement sa tâche de salat (tâche frontale obtenue après la friction entre le front et le sol lors de la prière, signe de piété).

Parallèlement, la liberté de la presse tunisienne a certes connu de grandes avancées ces derniers mois. Mais il faut encore se débarrasser des dernières scories de l'ancien régime. Cela commence par la qualité du travail journalistique lui-même. Durant des décennies d'oppression, de nombreux journalistes ont intériorisé l'autocensure et ont encore du mal à aller au-delà du copier-coller. Ainsi, au lendemain de la révolution, une Instance nationale pour la réforme de l'information et de la communication (INRIC) a été constituée. Son président, Kamel Laabidi, que nous avons rencontré à Tunis, établit un constat cinglant : pendant des années, l'Institut de presse et des sciences de l'information (IPSI), l'école de journalisme tunisienne, servait surtout à recycler les étudiants ayant échoué dans d'autres domaines. Une bonne manière pour le régime de s'assurer une qualité médiocre des diplômé-e-s qui en sortaient.

La liberté de la presse : la longue marche

Mais la tâche de l'INRIC n'est pas facile. Laabidi est le seul à y travailler à plein temps. Il est secondé par huit journalistes bénévoles. Étonnement, ce statut de bénévolat a été revendiqué par les intéressés eux-mêmes. Leur méfiance vis-à-vis des autorités gouvernementales était si grande qu'ils ont préféré la voie de l'indépendance totale, au prix de devoir y sacrifier une grande partie de leur temps libre en-dehors de leur temps de travail. Pourtant, le chantier est non seulement vaste mais semé d'embûches : proposer à la constituante une loi sur

la presse, élaborer une charte déontologique, fixer des critères pour l'aide à la presse, proposer de nouvelles nominations et... rédiger une « liste noire ». Cette dernière, si elle devait voir le jour, pourrait ainsi recenser les journalistes trop compromis avec le régime de Ben Ali. L'on ne parle pas encore de la nature des sanctions à mettre en oeuvre, ni même s'il devrait en avoir. Certains estiment en effet que leur seule présence sur cette liste suffirait à les discréditer auprès

pour le compte de la région Wallonie-Bruxelles, en place à Tunis depuis cinq ans a résumé la problématique en une phrase : « Nous sommes passés de la dictature de Ben Ali à la dictature du capitalisme. »

Quant aux mauvais réflexes, ils perdurent. Selon Hamida Ben Salah, qui travaille pour l'Agence France Presse à Tunis, et qui a connu de nombreux déboires sous la dictature, il ne s'agit en tout cas pas de perdre du temps : « On est pressés. On ne



Edition du 2 décembre du quotidien francophone « Le Temps ». Après des décennies de censure, la presse peut enfin respirer...

de l'opinion publique. Mais sachant que ces journalistes sont pour beaucoup encore en place et que leur influence n'a pas forcément décliné et que certains d'entre eux n'hésitent même pas à harceler, notamment via les réseaux sociaux, les journalistes qui ne jouaient pas le jeu du régime, la tâche est loin d'être facile. S'y ajoutent, comme nous l'avons vu plus haut, non seulement l'influence politique nouvelle, mais aussi la logique capitaliste l'actionnariat des médias se trouve toujours du côté de la bourgeoisie tunisoise. Alexandre Delvaux, expert en médias travaillant

sait pas combien de temps encore la récréation va durer. »

Cette journaliste aguerrie témoigne ainsi des réflexes malsains qui perdurent au sein des administrations. Celles-ci ne communiquent toujours pas ouvertement avec la presse. Sous Ben Ali, le ministre du tourisme lui avait ainsi fait part qu'il était incapable de communiquer directement avec elle : « Madame, je n'ai pas le droit de vous parler directement. Je dois passer par le circuit tracé. » En clair, l'Agence tunisienne de communication extérieure, qui contrôlait la communication gouvernementale.

Celle-ci n'a d'ailleurs toujours pas été abolie, bien que ses attributions aient changé.

Mais qui dit qualité de la presse, dit rémunération correcte. Et c'est sur ce point que les luttes pour la justice sociale et la liberté de la presse se rejoignent. Si le Syndicat des journalistes de Tunisie a retrouvé sa direction légitime (qui avait été remplacée en 2009 par des hommes du régime), il n'en reste pas moins que les conditions de travail des journalistes restent précaires. A l'instar de beaucoup de pays du monde, y compris en Europe, le pigisme est plus la règle que l'exception et les salaires des journalistes ne dépassent guère les 300 dinars (150 euros). Ce qui est peu, même en Tunisie.

Finalement, c'est l'ensemble de la société civile tunisienne qui doit également apprendre à comprendre le rôle que les médias peuvent jouer en sa faveur. Mais la crise économique guette et impose d'autres priorités. Le tourisme de masse est en crise profonde. Bien qu'il ne constitue pas une assise saine pour le développement économique, social et écologique à long terme du pays, cela est inquiétant, car environ un million d'emplois en dépendaient directement ou indirectement. Et si le taux de pauvreté était « officiellement » de quatre pour cent sous Ben Ali, les nouveaux chiffres, plus sérieux, parlent de 20 pour cent. L'exception tunisienne, encensée par les gouvernements occidentaux qui appuyaient Ben Ali s'est vue ôter son masque par la révolution de janvier. Désormais, c'est la révolution elle-même qui risque d'être récupérée par ceux qui ne l'ont pas menée.

PHOTO : WOXX